



LE PRESIDENT

**RAPPORT ORAL SUR  
L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE  
LA CONVENTION EUROPEENNE  
PRESENTE AU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES  
PAR**

**V. GISCARD d'ESTAING  
PRESIDENT DE LA CONVENTION EUROPEENNE**

Athènes, le 16 Avril 2003

---

Check Against Delivery  
Seul le texte prononcé fait foi  
Es gilt das gesprochene Wort

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil européen,

La déclaration de Laeken dispose que « le Président de la Convention présentera un rapport oral sur l'état d'avancement des travaux à chaque Conseil européen, ce qui permettra, par la même occasion, de recueillir le sentiment des Chefs d'Etat ou de Gouvernement ».

C'est dans cet esprit que je présenterai ce rapport car la Convention arrive à un stade de ces travaux où il est important de recueillir votre sentiment.

Cette présentation aurait pu intervenir lors de votre dernière réunion, mais la pression de l'actualité rendait peu vraisemblable le fait qu'elle ait pu retenir votre attention.

Aussi, je remercie Monsieur Simitis, Président du Conseil en exercice, de me fournir l'occasion de le faire aujourd'hui.

En même temps, ceci me donne l'occasion de vous rencontrer, vous les représentants des vingt cinq Etats, réunis pour la signature des Traités d'adhésion. Ainsi l'élargissement, déjà présent dans la Convention, devient une réalité politique. Nous devons tous intégrer ce grand élargissement dans nos réflexions sur l'organisation constitutionnelle de l'Europe future.

\*

\*      \*

Ce rapport se présentera en deux parties :

➤ qu'avons-nous accompli depuis notre dernière rencontre ?

- que nous reste-t-il à faire au cours des deux prochains mois ?

\*  
\*      \*

## **I. Bilan des travaux**

La Convention a déjà permis de trouver des réponses à beaucoup de questions jusqu'à maintenant restées ouvertes. Nous avons déjà répondu aux quatre questions posées dans la déclaration sur l'avenir de l'Union, annexée au Traité de Nice.

La Convention a arrêté en effet les dispositions qui permettent :

- de définir la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres, qui soit conforme au principe de subsidiarité ;
- de trouver une voie qui pourrait être acceptable pour tous, visant à donner à la Charte des droits fondamentaux un rang constitutionnel, en l'intégrant comme deuxième partie dans notre Constitution ;
- de simplifier les instruments d'action de l'Union, en ramenant leur nombre de plus de douze à cinq ;
- d'impliquer davantage les parlements nationaux dans la vie européenne, notamment dans le domaine législatif et le contrôle de la subsidiarité.

Par ailleurs, sur la base de notre mandat de Laeken, la Convention a convenu :

- de doter l'Union d'une personnalité juridique unique ;
- de remplacer les traités actuels (Traité de l'Union européenne et Traité des Communautés européennes) par un seul nouveau traité constitutionnel ;
- de doter l'Union européenne d'un système institutionnel unique ;
- de définir les moyens et les méthodes permettant la création d'un véritable espace de liberté, de justice et de sécurité.

Même s'il reste encore quelques aspects rédactionnels à achever, la Convention a sur ces quatre points accompli sa mission.

\*  
\*      \*

## **II. Que reste-t-il à faire à la Convention ?**

Nous allons aborder les deux derniers sujets qui figurent à notre agenda :

- la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), et
- la mise à jour des institutions de l'Union européenne, en vue de réussir – c'est-à-dire de faire fonctionner avec efficacité et transparence – l'élargissement à 25 Etats membres, et de gérer en commun les trois nouvelles dimensions politiques de l'Union : politique extérieure, défense et sécurité, et justice transfrontalière.

En matière de politique extérieure et de sécurité commune, c'est vous, en réalité, qui avez la connaissance et la pratique de la conduite des Affaires étrangères. C'est vous, avec vos Ministres des Affaires étrangères, et la grande expérience désormais acquise par votre Haut-Représentant, qui connaissez mieux que quiconque les contraintes, les limites et les chances d'une politique étrangère commune.

Aussi, me paraîtrait-il souhaitable que lorsque ces sujets viendront en discussion devant la Convention, les Ministres des Affaires étrangères membres de la Convention, ainsi que les représentants que vous avez désignés, puissent prendre une part active à nos délibérations. Je m'efforcerai de fixer les dates de nos débats pour qu'elles soient compatibles avec leurs lourdes obligations.

Quant à la mise à jour des institutions de l'Union, elle pose certaines interrogations fondamentales, énumérées dans la déclaration de Laeken. La réponse à ces interrogations déterminera la rédaction des Articles 14 à 23 du Traité constitutionnel, qui définissent, dans l'architecture que nous avons adoptée, les Institutions de l'Union européenne.

Ce sont ces questions sur lesquelles le Président Simitis vous propose de vous exprimer. Je vous les rappelle. Elles portent sur les points suivants :

- les moyens permettant de garantir une plus grande continuité dans les travaux du Conseil européen et des autres formations du Conseil ;
- la taille et la composition de la Commission européenne (après l'élargissement de l'Union à 27 membres) ;
- la désignation et les pouvoirs du Président de la Commission ;

➤ la désignation et les pouvoirs d'un éventuel « Ministre des Affaires étrangères ;

➤ le rôle éventuel d'une enceinte (Convention/Congrès) qui sera composée de représentants des Parlements nationaux et du Parlement européen.

J'écouterai avec la plus grande attention vos remarques et vos sentiments, à la veille du moment où je vais proposer à la Convention d'ouvrir son débat sur ce dernier sujet.

Enfin, beaucoup d'entre vous se préoccupent du calendrier. Je connais votre souhait de voir s'achever avant l'été les travaux de la Convention. Je m'en suis entretenu, hier soir avec M. Simitis. Je vous confirme donc que je viendrai vous présenter le produit final du travail de la Convention au cours du Conseil européen de Thessaloniki du 20 Juin 2003. Mais je dois être objectif : le respect d'un calendrier strict aura des conséquences sur le degré de finition de notre projet.

Monsieur le Président, je suis à votre disposition pour répondre, à la fin de cette réunion, à vos questions sur les modalités d'achèvement de nos travaux.

---